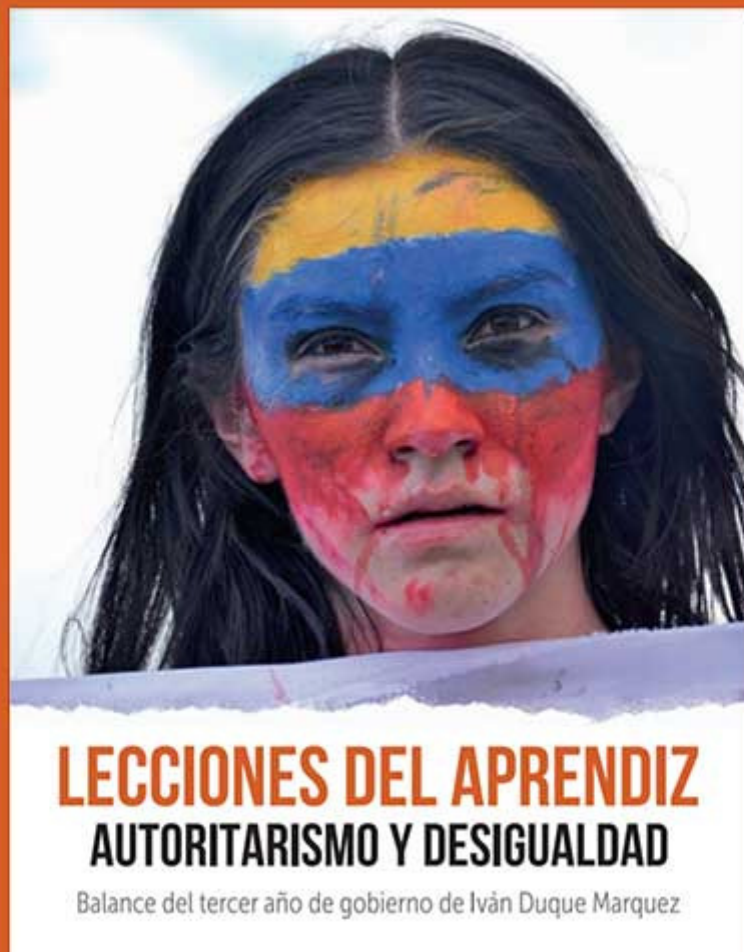


Colombie : de fortes critiques à la gestion du président Duque



Bogotá, 21 septembre (RHC) Des Plateformes des droits humains ont affirmé aujourd'hui que la troisième année de mandat du président Iván Duque entrera dans l'histoire colombienne comme la pire en termes de répression violente de la protestation sociale et d'autres domaines.

Après avoir fait le bilan de cette période de mandat, les plateformes composées de plus de 500 organisations sociales ont indiqué qu'il était aussi le plus mauvais en termes de réorganisation et d'escalade de la violence dans tout le pays.

Au cours de la phase analysée, la pauvreté et les inégalités se sont aggravées, le harcèlement de l'administration de la justice et des hautes cours et les relations internationales ont été tant affaiblis par la réaction à la protestation sociale, ainsi que par l'ingérence induite dans plusieurs affaires politiques et électorales d'autres pays, ont-ils précisé.

L'analyse intitulée Leçons de l'apprentissage-autoritarisme et de l'inégalité a été réalisée par la Plateforme colombienne des droits de l'homme, de la démocratie et du développement, la Coordination Colombie-Europe États-Unis et l'Alliance des organisations sociales et apparentées.

Selon le rapport, au cours des trois années du gouvernement de Duque, la violence s'est intensifiée dans les territoires en raison de la non-application délibérée de l'Accord de paix et de sa réinterprétation unilatérale par le gouvernement.

De même, les graves manquements aux points qui le composent, les obstacles que le gouvernement a dressés face à l'issue négociée du conflit, l'inefficacité et le manque de financement des institutions et des instances liées à la paix, sont parmi les causes de l'augmentation de la violence dans le pays.

Pour les organisations sociales qui souscrivent au rapport, la démocratie et l'état de droit en Colombie sont confrontés à d'immenses défis face aux assauts du gouvernement de Duque et à ses actions et mesures qui nuisent au bien-être et à la participation des citoyens, souligne le Collectif d'Avocats José Alvear Restrepo.

Il a souligné que le Gouvernement national, au milieu de la pandémie de Covid-19, avait pris des décisions et des mesures qui mettaient en péril la réalisation des droits économiques, politiques, sociaux et culturels des citoyens.

À ce stade, la pauvreté monétaire nationale a augmenté de 6,8 points pour atteindre 42,5 pour cent, ce qui signifie que 21 millions de personnes de nationalité colombienne sont en dessous du seuil de pauvreté, ont indiqué les plates-formes des droits de l'homme dans la diffusion en direct du document.

Duque a commencé sa gestion le 7 août 2018 et il est critiqué pour le non-respect de l'accord de paix et l'augmentation des assassinats d'anciens guérilleros, de dirigeants sociaux, d'environnementalistes et d'indigènes et des massacres.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/271118-colombie-de-fortes-critiques-a-la-gestion-du-president-duque>



Radio Habana Cuba